

AFRICAN PEACE AGORA

SERIES DE WEBINAIRES

Numero 3 / Avril 2025

NOTE DE SYNTHÈSE

**Renforcement des institutions démocratiques
en Afrique de l'Ouest et au Sahel : *quelles
réponses aux aspirations des jeunes ?***

En collaboration avec

Dr. PAPA FARA DIALLO

Maître de Conférences Titulaire à l'UFR des Sciences Juridiques et Politiques de
l'Université Gaston Berger (UGB) de Saint-Louis

M. MOHAMED LAMINE OUATTARA

Enseignant-chercheur en Science politique à l'Université kurukanfuga de Bamako (UKB),
Expert au Centre d'études sécuritaires et stratégiques au sahel (CE3S)

Moderateur

Dr. Lamoussa Seydou LANKOANDE

Assistant (Enseignant-chercheur) Université Norbert ZONGO (Koudougou-Burkina Faso),
Président Exécutif de l'Association SUUDU ANDAL et membre de l'AJLPSS



African Peace Agora (APA) est une plateforme d'échanges, d'apprentissage et de discussions sur les sujets d'actualité qui marquent et concernent l'Afrique. Ce concept initié par le **Gorée Institute** dans le but renforcer sa communication institutionnelle, réunit chaque mois dans un espace virtuel, d'éminents experts dans des domaines variés pour produire des analyses de très haute facture sur la géopolitique et la géostratégie internationales et les questions de gouvernance en passant par les facteurs d'insécurité, les défis socioéconomiques et politiques, l'intégration régionale, les élections, le leadership des jeunes et des femmes, les questions migratoires et de changement climatique, l'espace et la technologie civique entre autres sujets sur l'Afrique en général et l'Afrique de l'ouest et le Sahel en particulier.

Ce cadre d'échanges met en relief les rôles et responsabilités des différentes parties prenantes et propose des pistes de solutions aux défis actuels, afin de promouvoir l'émergence de sociétés autosuffisantes et ouvertes en Afrique à travers l'innovation, la création, la pensée critique et la participation aux réseaux d'actions, conformément à la mission de Gorée Institute.

Le troisième numéro s'inscrit dans une dynamique de replacer la jeunesse au sein de l'action politique et qui rappelle que ces derniers sont des partenaires stratégiques non négligeables dans le renforcement de nos institutions pour une meilleure réponse à leurs attentes. Au cœur de cette mission de GORIN, se trouvent l'implication des jeunes aux processus et à la participation politique, leur prise en compte dans les politiques publiques, l'autonomisation de la prochaine génération de jeunes catalyseurs d'un changement durable.



Recommandations

vers une innovation Institutionnelle et la participation des jeunes

- Rompre avec la démocratie procédurale pour aller vers une démocratie substantielle
- Moderniser notre démocratie à travers l'usage des plateformes numériques de manière stratégique pour éviter la désinformation
- Privilégier une gouvernance vertueuse, efficiente, efficace et tournée vers l'avenir
- Reinventer des formes de légitimité démocratique par la création d'espaces discursifs
- Elargir l'espace civique par l'ouverture des espaces de pouvoir pour les jeunes
- Aller vers une appropriation des institutions par les jeunes
- Favoriser la participation des femmes au-delà des quotas en mettant l'accent sur la qualité de participation
- Renforcer la participation des jeunes à travers l'espace civique numérique et l'utilisation des réseaux sociaux
- Encourager les jeunes à investir le terrain du droit et des institutions
- Lutter contre la corruption au sein des institutions étatiques et aller vers la transparence, la redevabilité et la participation
- Rompre avec les élections sans choix source de violences
- Favoriser un renouveau politique qui passe par le nationalisme
- Faire fonctionner les pouvoirs démocratiques (exécutif, judiciaire et législatif)
- Faciliter l'accès à l'information en communiquant régulièrement sur les actions des institutions étatiques

Introduction

En Afrique de l'Ouest et au Sahel, la jeunesse qui représente plus de 60 % de la population est porteuse d'énergie, d'idées nouvelles et d'une soif de justice. Elle incarne surtout un levier essentiel pour le renouveau démocratique¹. Pourtant, cette même jeunesse se trouve souvent à la marge des processus politiques, confinée à un rôle de spectatrice ou mobilisée uniquement à des fins électorales. Face aux crises sécuritaires, aux injustices sociales, à la corruption et au chômage massif, nombreux sont les jeunes qui doutent de la capacité des régimes démocratiques à améliorer concrètement leurs conditions de vie. Cette désillusion croissante ne signifie pas pour autant un rejet des principes démocratiques, mais plutôt un appel à repenser en profondeur la manière dont la démocratie est vécue, pratiquée et partagée dans la région. Cette note de synthèse qui s'inscrit dans le troisième numéro d'African Peace Agora (APA), le webinaire mensuel du Gorée Institute, propose une réflexion sur le rapport complexe, parfois paradoxal, que les jeunes entretiennent avec la démocratie. Elle explore leurs aspirations, leurs frustrations, mais aussi les leviers d'action, notamment numériques, à travers lesquels ils tentent de faire entendre leur voix. L'enjeu est donc de donner sens et consistance à la démocratie, en l'arrimant aux réalités vécues par les jeunes et en la replaçant au cœur de leur quête de dignité, de participation et de transformation sociale.

I- Une jeunesse engagée mais désillusionnée : le paradoxe démocratique

Partout en Afrique de l'Ouest et au Sahel, les jeunes affichent un vif intérêt pour la chose publique et s'engagent activement dans la vie sociale et politique. Pourtant, un certain nombre de questions restent en suspens : ces démocraties incluent-elles réellement les jeunes et les femmes ? La jeunesse est-elle représentée dans les institutions démocratiques ? Ces institutions produisent-elles des actions concrètes (outputs) en faveur de la couche juvénile ?

Malgré leur attachement aux principes démocratiques, de nombreux jeunes ressentent une marginalisation profonde. La caporalisation des espaces de gouvernance les pousse vers d'autres horizons, comme l'émigration ou parfois même l'adhésion à des

¹ « Les Jeunes en Afrique : un Impératif Démographique pour la Paix et la Sécurité, undp.org, 02 janvier 2023, (Consulté le 02 mai 2025) »

mouvements extrémistes ou à des régimes autoritaires. Leur désillusion alimente ainsi une remise en question des formes actuelles de la démocratie dans la région.

Une adhésion démocratique forte malgré les frustrations

Malgré les nombreuses insatisfactions, la jeunesse reste majoritairement attachée aux idéaux démocratiques. Le rapport phare d'Afrobaromètre de 2024 révèle que 65 % à 75 % des jeunes rejettent les régimes autoritaires, qu'il s'agisse de la dictature militaire, du parti unique ou d'un leadership sans élections².

Ce soutien à la démocratie découle d'un besoin de liberté d'expression, de pluralisme et de justice. La jeunesse africaine est profondément attachée à la transparence, à l'égalité des chances et aux droits humains. À l'inverse, les régimes autoritaires sont perçus comme synonymes de répression, de corruption et d'obstacles à l'innovation et à l'épanouissement.

En conséquence, ce qui est décrié par les jeunes est indéniablement la mauvaise gouvernance de nos Etats qu'ils ont subi durant plusieurs années et non la démocratie en elle même.

Les jeunes utilisent massivement les outils numériques pour promouvoir la démocratie, dénoncer les abus et revendiquer une gouvernance plus ouverte. Dans de nombreux pays du Sahel, ils ont joué un rôle décisif dans les mobilisations contre les présidences à vie ou les modifications constitutionnelles, aspirant à une véritable alternance et à un renouvellement générationnel du leadership.

2. L'adhésion aux régimes militaires : symptôme d'un désenchantement, non d'un rejet

Pourtant, malgré cette préférence déclarée pour la démocratie, une frange importante de la jeunesse sahéenne soutient les régimes militaires dans des contextes de crise. Ce soutien ne traduit pas un rejet idéologique de la démocratie, mais plutôt une désillusion vis-à-vis de son efficacité concrète.

Toujours selon Afrobaromètre, si les jeunes partagent le soutien général à la démocratie, ils tolèrent davantage les interventions militaires en cas d'abus de pouvoir par les dirigeants civils. Ils expriment aussi une méfiance plus forte envers les institutions et les leaders politiques, perçus comme corrompus et déconnectés.

Le soutien aux putschs militaires dans des pays comme le Mali, le Burkina Faso ou le Niger s'explique par un ensemble de facteurs : déception face aux élites

² « La jeunesse africaine est engagée en faveur de la démocratie mais exprime une plus grande insatisfaction que ses aînés, afrobarometer.org, 12 août 2024, (consulté le 05 mai 2025) »

civiles, manipulation des processus électoraux, insécurité chronique, chômage, inégalités, sentiment d'exclusion, déficit de souveraineté nationale et rejet d'une présence étrangère jugée néocoloniale.

Les discours souverainistes portés par les putschistes, promettant un renouveau national, trouvent un écho favorable chez les jeunes. Les réseaux sociaux amplifient cette tendance, en relayant des discours nationalistes, panafricanistes et anti-occidentaux. Ce soutien n'est pas nécessairement une adhésion à la dictature, mais plutôt une réaction émotionnelle de colère, de frustration et de quête de changement radical.

II- De la démocratie procédurale à la démocratie substantielle

Le cadre démocratique actuel de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel en particulier, basé sur des élections périodiques, le pluralisme et l'État de droit, ne suffit plus à répondre aux attentes des jeunes. En effet, tant que les droits économiques, sociaux et culturels ne sont pas garantis, cette démocratie reste incomplète. Car les revendications de la jeunesse vont au-delà de la forme : elles visent le fond.

La jeunesse ouest africaine et sahélienne aspire à une démocratie substantielle qui s'intéresse aux résultats concrets dans la vie quotidienne : justice sociale, réduction des inégalités, participation effective aux décisions publiques, accès équitable aux ressources et aux services essentiels. De ce fait, passer d'une démocratie électorale à une démocratie du vivant implique une gouvernance fondée sur la dignité humaine. Cela nécessite une volonté politique, le respect des règles, une éthique publique, et surtout une politique éducative qui réarme la pensée et redonne confiance aux citoyens dans l'avenir démocratique.

III- Qualité démocratique et qualité de vie : un lien essentiel

Un lien étroit existe entre la qualité de la démocratie et la qualité de vie des jeunes. La jeunesse de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel est désireuse d'une démocratie forte, participative et transparente qui permet son inclusion dans les sphères décisionnelles : parlements, conseils municipaux, mouvements citoyens, etc. Dans leurs revendications, les jeunes de la sous-région nourrissent l'ambition d'avoir des institutions solides qui rendent les politiques publiques plus attentives à leurs besoins : emploi, éducation, santé, numérique, mobilité. Ils exigent également une

gestion rigoureuse des ressources publiques pour limiter la corruption et libérer des moyens pour financer l'école, la formation ou l'entrepreneuriat. D'autant plus que seul un système démocratique solide leur offre les outils pour demander des comptes, s'exprimer librement, innover et participer pleinement à la vie civique. C'est aussi pour eux un facteur de créativité, de responsabilisation et de cohésion sociale. Mais, force est de reconnaître que sans politiques publiques ciblées, même une démocratie exemplaire peut laisser la jeunesse à la marge.

IV- Le numérique, nouvel espace civique pour une jeunesse en quête d'action

Dans une époque marquée par le rétrécissement de l'espace civique et la répression des voix critiques dans beaucoup de pays de la sous-région, le numérique devient un refuge pour les jeunes qui voient en ces nouveaux outils numériques une alternative pour s'organiser, dénoncer, proposer et participer. À travers les plateformes numériques, les jeunes qui sont traqués dans l'espace civique trouvent dans le numérique un accès élargi à l'information politique, à l'éducation civique, aux droits et aux politiques publiques. Ces plateformes leur facilitent aussi la mobilisation, la solidarité et la constitution de communautés engagées autour d'un idéal démocratique. Avec les possibilités offertes par l'intelligence artificielle et les médias en ligne, les jeunes peuvent renforcer leurs compétences, développer des initiatives et jouer un rôle actif dans la transformation sociale.

Cependant, cet espace exige une éthique car la liberté numérique ne saurait exister sans responsabilité. La maîtrise des outils numériques est aussi une arme contre la désinformation, un fléau qui menace la stabilité politique de la région. La migration vers l'espace numérique permet aux jeunes de promouvoir des récits alternatifs face aux discours manipulés ou officiels, et de construire une culture démocratique basée sur la vérité, le débat et l'esprit critique.

Conclusion

L'avenir démocratique de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel dépendra de la capacité des États à transformer les aspirations de la jeunesse en politiques concrètes. Les jeunes ne demandent pas seulement de voter, mais de participer, de décider et de construire.

Passer d'une démocratie de façade à une démocratie de contenu, c'est garantir l'inclusion, la justice et la dignité. C'est aussi reconnaître dans la jeunesse non pas une menace ou une force à canaliser, mais un partenaire central du renouveau démocratique et du développement durable.



Centre pour la démocratie, le développement et la culture en Afrique



(+221) 33 849 48 49

BP : 05, Gorée/Dakar-Sénégal

info@goreeinstitut.org www.goreeinstitut.org

Résidence Bibi, rue des gourmets/Ile de Gorée

Nous travaillons pour une Afrique pacifique, juste et prospère; une Afrique qui s'insère dans l'arène mondiale de manière plus stratégique; une Afrique dotée de sociétés ouvertes et autonomes, d'institutions solides et d'individus robustes; une Afrique avec des États à la fois efficaces et démocratiques, des entreprises prospères mais transparentes, et des sociétés civiles engagées socialement mais indépendantes.